NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
33e séance
tenue le
vendredi 9 novembre 1990
à 10 h 30
New York

PROCES-VERBAL DE LA 33e SEANCE

Président :

M. RANA

(Népal)

SOMMAIRE

Examen de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et décisions à leur sujet (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

**Distr. GENERALE
A/C.1/45/PV.33
15 novembre 1990**

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 40.

POINTS 45 A 66 ET 155 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DE TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément au programme de travail et au calendrier, la Commission commence, ce matin, à prendre des décisions concernant les projets de résolution au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement, qui figurent dans les groupes 1, 2 et 3. Ces projets de résolution sont énumérés dans le document officiel distribué aux membres de la Commission le 6 novembre. S'agissant du groupe 3, les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.48 m'ont demandé, étant donné que des consultations sont en cours, de reporter à la prochaine séance l'examen de ce projet.

Avant de prendre des décisions concernant les projets de résolution, j'aimerais de nouveau rappeler aux membres de la Commission la procédure qui sera suivie au cours de cette phase des travaux de la Commission. Pour ce qui est des décisions concernant chacun des groupes, les délégations pourront tout d'abord présenter les projets de résolution relatifs à un groupe déterminé. Ensuite elles auront la possibilité de faire toute déclaration, autre que l'explication de leur position ou de leur vote, qu'elles jugent nécessaire de faire à propos des projets de résolution figurant dans ce groupe. Par la suite, les délégations souhaitant expliquer leur position ou leur vote sur l'un quelconque ou sur l'ensemble des projets de résolution figurant dans un groupe donné avant qu'une décision soit prise, pourront le faire. Après que la Commission se sera prononcée sur les projets de résolution figurant dans un groupe donné, les délégations souhaitant expliquer leur position ou leur vote, pourront le faire. En ce qui concerne les déclarations et les explications de vote, je prie instamment les délégations de faire une déclaration d'ensemble sur les projets de résolution contenus dans un groupe donné.

Je viens juste d'être informé par les délégations de la Bulgarie et du Pakistan que, suite à des consultations, elles sont parvenues à rédiger un texte unique qui reprend la teneur des projets de résolution A/C.1/45/L.19 et A/C.1/45/L.9 figurant dans le groupe 6. Nous nous félicitons tous de cette décision conforme à l'esprit de compromis et de rationalisation. Par conséquent,

Le Président

avec l'accord de la Commission, je prierai le Secrétariat de publier le projet fusionné sous la cote A/C.1/45/L.56. En l'absence d'objections, je considérerai que la Commission approuve cette décision.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Commission qui souhaite fournir quelques informations.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : J'aimerais informer les membres de la Commission que les Etats suivants se sont portés coauteurs des projets de résolutions suivants : A/C.1/45/L.21/Rev.1, Afghanistan; L.22 et L.23, République islamique d'Iran; L.29, Costa Rica et République islamique d'Iran ; L.34, Samoa et Turquie; L.36, Samoa et Turquie; L.37 et L.44, Turquie; L.49, République islamique d'Iran et République socialiste soviétique d'Ukraine; L.50, République islamique d'Iran; L.51, Samoa; L.53, République islamique d'Iran et L.54, Samoa.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant que la Commission se prononce sur les projets de résolution qui figurent au groupe 1, j'invite les délégations qui le souhaitent à présenter des projets de résolution.

Je donne la parole au représentant de l'Argentine pour présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.23.

M. GARCIA MORITAN (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Les progrès obtenus en matière de désarmement durant ces dernières années au niveau bilatéral ont déjà été reconnus à de nombreuses occasions. La reprise d'un dialogue constructif entre les superpuissances porte en lui un énorme potentiel créatif qui favorise à la fois le climat de détente et la coopération internationale. Malgré cela, et comme l'indique le Programme d'action sur le Document final de 1978, les armes nucléaires demeurent le plus grand danger pour l'humanité et la survie de la civilisation. C'est pourquoi, la fin de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, de même que la prévention de la guerre nucléaire, constituent aujourd'hui, comme hier, des questions qui méritent une attention prioritaire.

A cette occasion, comme par le passé, la délégation argentine souhaite présenter un projet de résolution relatif aux aspects d'un thème fondamental des négociations sur le désarmement. Le projet de résolution sur le point 60 i) et j) de notre ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire; prévention d'une guerre nucléaire", contenu dans le document A/C.1/45/L.23, a été présenté par ma délégation et par les délégations des pays suivants : Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Inde, Malaisie, Mexico, Nigéria, Pérou, République socialiste soviétique de Biélorussie, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Suède, Uruguay et Venezuela.

Le projet est en substance semblable à celui qui a été adopté l'an dernier. Les auteurs se félicitent des progrès réalisés et à la fois réaffirment le caractère complémentaire des négociations bilatérales et multilatérales sur le désarmement.

Il est de la plus haute importance de mettre fin à la course aux armements nucléaires et d'inverser le processus, parce que tant que les arsenaux existent il y a toujours un danger de guerre nucléaire. Cette question, comme c'est logique, est au centre des préoccupations de la communauté internationale, et c'est la raison pour laquelle les négociations sur le désarmement nucléaire sont d'un intérêt vital et doivent être examinées d'urgence.

Malheureusement, la Conférence du désarmement n'a pas pu traiter la question de façon adéquate, et n'a pas pu aboutir à un accord pour créer un organe subsidiaire pourvu d'un mandat approprié. Nous demandons donc que l'Assemblée

M. García Moritán (Argentine)

générale invite à nouveau la Conférence du désarmement à établir au début de sa session de 1991 des comités spéciaux pour chacune des questions, de façon que l'on puisse procéder à une analyse structurée et pratique des modalités que pourrait utiliser la Conférence du désarmement pour faire progresser le règlement de ces questions urgentes.

Ma délégation espère que le projet de résolution A/C.1/45/L.23 recevra un large assentiment de l'Assemblée générale.

Je voudrais saisir cette occasion pour mentionner également le projet de résolution A/C.1/45/L.42, intitulé "Etude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification", présenté par la délégation de la Suède le 6 novembre dernier, et dont ma délégation est coauteur.

Le rapport dont l'objet était d'analyser le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification a permis d'arriver à quelques conclusions qui méritent d'être retenues. Par exemple, le paragraphe 257 signale que

"... le Groupe a conclu que l'ONU devra se pencher davantage sur les aspects multilatéraux de la vérification..." (A/45/372, par. 257)

ce qui pourrait être possible tant par la création d'une banque de données adéquate et un plus large échange de renseignements, que par sa fonction de dépositaire des instruments du désarmement. De même, on envisage que l'Organisation des Nations Unies utilise des avions et un réseau de satellites afin de procéder à une vérification des instruments de désarmement.

Outre ces idées précises et qui chaque fois semblent plus nécessaires, le chapitre intitulé "Conclusions et recommandations" mentionne la possibilité de créer un système intégré de vérification internationale, en indiquant que

"... les mêmes raisons fondamentales qui ont conduit à une approche multilatérale de certains problèmes de limitation des armements et de désarmement soulèvent la question d'un cadre multilatéral qui permettrait d'assurer la vérification des accords de désarmement en résultant..." (Idem., par. 275)

Nous qui participons activement au processus de négociation multilatéral de la Conférence du désarmement sommes conscients de la nécessité d'un système multilatéral dans le domaine de la vérification.

M. García Moritán (Argentine)

C'est pour cela et pour d'autres raisons qu'avant la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, les délégations de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie ont présenté cette idée au plus haut niveau des Etats.

Il faudrait maintenant que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de commencer à appliquer les suggestions contenues dans l'étude, et nous pensons que le projet de résolution est un pas dans cette direction.

Avant de conclure je voudrais mentionner un autre projet de résolution contenu dans le document A/C.1/45/L.54, relatif aux centres régionaux pour la paix et le désarmement, et qui a été présenté hier par la délégation du Brésil.

A ce propos, nous croyons devoir souligner que nous appuyons pleinement les efforts faits pour que ces centres deviennent des instruments efficaces de promotion des priorités établies dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Dans ce contexte, il nous semble utile de rappeler que les centres régionaux font partie intégrante du Département des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies, d'où l'importance tant du point de vue de l'organisation administrative que de la planification des activités qu'ils fonctionnent en coordination avec le Département des affaires de désarmement et en consultation avec les Etats de chacune des régions concernées. Cela nous paraît essentiel pour assurer le succès des centres régionaux.

Nous espérons donc que le projet de résolution recevra un appui unanime de la part de la Commission.

M. MOUSSA (Egypte) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, bien que ma délégation ait eu l'occasion de vous féliciter de votre élection, je voudrais ajouter mes félicitations personnelles puisque c'est la première fois que je prend la parole à la Commission pendant votre présidence.

Le Moyen-Orient, comme nous le savons tous, continue d'être une région explosive, déchirée par les conflits. Même en ce moment, où un mouvement pacifique semble gagner différentes régions du monde, la situation au Moyen-Orient demeure une source de vives préoccupations. Les événements positifs récents ont souligné la nécessité de s'attaquer rapidement aux problèmes de la région. En outre, ces problèmes ont mis en évidence la nécessité de protéger d'urgence la région des

M. Morssa (Egypte)

conséquences graves associées à l'introduction dans le Moyen-Orient des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive - conséquences qui ont des implications très larges non seulement pour les perspectives de stabilité et de sécurité dans la région, mais aussi pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales en général.

L'Egypte, pendant plus de deux décennies, n'a cessé de répéter que la sécurité au Moyen-Orient ne peut être maintenue face à des armes nucléaires. Nous avons averti que des programmes nucléaires controversés ou ambigus provoqueraient une course aux armements nucléaires et aux armes de destruction massive dans la région, y compris, entre autres, les armes chimiques.

Le premier jour où le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été ouvert à la signature, nous avons invité les Etats de la région à y adhérer et à appliquer aux installations nucléaires les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

M. Moussa (Egypte)

Depuis lors, nous avons également toujours souligné que l'ensemble de la communauté internationale doit s'efforcer de protéger la région des périls d'une course aux armements nucléaires, non seulement par obligation morale, mais aussi dans son propre intérêt.

Le plus souvent, malheureusement, ces exhortations sincères n'ont pas été entendues ou se sont heurtées à l'autosatisfaction et à une tendance à ignorer les graves problèmes exigeant des décisions difficiles. En conséquence, les périls de la crise politique à laquelle nous assistons aujourd'hui se sont aggravés et comportent le risque d'une utilisation des différents types d'armes de destruction massive, mettant ainsi en danger le monde entier.

Il convient de noter que l'Egypte et d'autres Etats arabes ayant des programmes nucléaires importants ont adopté les normes universellement reconnues comme constituant un engagement ayant force obligatoire de ne pas acquérir d'armes nucléaires, outre celui d'accepter et d'appliquer les procédures de vérification indispensables pour en assurer le respect en adhérant au Traité sur la non-prolifération et en soumettant leurs installations nucléaires au régime des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il est de la plus haute importance que tous les Etats de la région adhèrent audit Traité et acceptent de soumettre leurs installations nucléaires à l'ensemble des garanties de l'AIEA.

Le 13 juin 1988, devant la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, le Ministre égyptien des affaires étrangères a dit:

"Du haut de cette tribune, je tiens à lancer un appel à Israël pour qu'il adhère au Traité sur la non-prolifération et pour qu'il place toutes ses installations nucléaires sous le système de contrôle et de vérification de l'Agence internationale de l'énergie atomique, afin que les peuples de la région puissent être certains que leurs programmes nucléaires ne sont pas orientés à des fins militaires. Nous rejetons l'argument selon lequel le Traité sur la non-prolifération ne contribue pas davantage à la stabilité, et par conséquent à prévenir la guerre classique. Ce n'est pas là non plus une excuse acceptable pour ne pas devenir partie au Traité." (A/S-15/PV.19, p. 27 et 28)

M. Moussa (Egypte)

Israël répète souvent, et encore cette semaine, ses arguments selon lesquels aucun progrès dans ce domaine ne peut être réalisé s'il ne fait pas partie intégrante du règlement des problèmes politiques de la région. Nous espérons ardemment qu'une évolution politique positive se produira dans la région dans un proche avenir, car elle permettra sans doute d'améliorer les perspectives du désarmement. Pouvons-nous nous permettre d'attendre? Devons-nous tolérer la prolifération d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans la région pendant que nous attendons?

Cela m'amène à évoquer quelques points fondamentaux que je me dois de souligner. Tout d'abord, aucun Etat, que ce soit Israël, un Etat arabe ou un autre Etat, ne pourra trouver la sécurité dans les armes. L'histoire du Moyen-Orient montre clairement le caractère illusoire de cette hypothèse. Deuxièmement, aucun d'entre eux ne pourra assurer sa sécurité aux dépens des autres Etats de la région ou sans tenir compte des préoccupations de ces derniers en matière de sécurité. Troisièmement, la sécurité au Moyen-Orient ne peut être assurée que si elle repose sur des engagements identiques et réciproques pris par les Etats de la région. Quatrièmement, Israël doit aligner ses engagements dans le domaine nucléaire sur ceux des Etats arabes en adhérant au Traité sur la non-prolifération. A partir de là, les pays de la région pourront oeuvrer de concert pour mettre au point des mesures plus efficaces permettant d'assurer qu'aucune arme nucléaire ne soit introduite dans la région. Cinquièmement, depuis plusieurs années, les différents Etats de la région accordent la priorité à certains systèmes d'armes dans l'équation du désarmement, méconnaissant les préoccupations d'autres Etats. L'initiative lancée le 8 avril 1990 par le Président égyptien Hosni Mubarak concernant la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient était une tentative sincère d'aborder les grandes préoccupations des divers Etats de la région. Sixièmement, on peut également conclure en toute logique que les Etats du Moyen-Orient, comme tous les autres Etats, sont amenés à fonder leur décision d'adhérer à des accords mondiaux ou universels avant tout sur leurs besoins de sécurité directs, qui dépendent le plus souvent de la situation qui existe dans leur région. Par conséquent, il est dans l'intérêt des Etats n'appartenant pas au Moyen-Orient d'encourager les Etats de la région à créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, non seulement compte tenu des incidences positives que cela aurait sur leur propre sécurité et sur celle du

M. Moussa (Egypte)

Moyen-Orient, mais aussi pour s'assurer que les Etats de la région contribuent activement au processus de désarmement mondial.

Comme je l'ai déjà dit, l'Egypte s'efforce depuis plusieurs décennies d'encourager les Etats du Moyen-Orient à ne pas se lancer dans une course aux armements nucléaires. La présente session de l'Assemblée générale est saisie d'un rapport du Secrétaire général intitulé "Etude de mesures efficaces et vérifiables susceptibles de favoriser la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient" (A/45/435).

Cette étude résulte de nos efforts en vue d'utiliser pleinement les bons offices du Secrétaire général afin de donner un élan à ce processus, compte tenu notamment de la situation politique dans la région, qui n'est pas de bon augure pour l'interaction directe entre la plupart des Etats qui en font partie. Puisque l'initiative de créer la zone émane de la région et que les Etats de la région s'y sont ralliés en s'associant au consensus sur les résolutions de l'Assemblée générale relatives à cette question depuis 1980, l'Egypte estime que les possibilités offertes par le Secrétaire général et les autres options dans le cadre du système des Nations Unies peuvent être mises à profit dans ces efforts, sans préjudice des principes fondamentaux qui régissent les initiatives régionales et les positions des différentes parties. En fait, l'Egypte estime que nous sommes tous tenus d'utiliser pleinement ces possibilités et de ne pas permettre au fardeau des querelles politiques de nous écraser.

Je tiens à saisir l'occasion pour remercier au nom de l'Egypte tous ceux qui ont participé à l'Etude, et tout d'abord le Secrétaire général et ses trois consultants, M. James Leonard, des Etats-Unis, M. Benjamin Sanders, des Pays-Bas, et M. Jan Prawitz, de la Suède, ainsi que M. Akashi, le Secrétaire général adjoint, et ses collaborateurs, M. Davinic et Mme Silvana da Silva. Ils ont apporté une contribution stimulante, équilibrée et intéressante au processus de création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

L'Egypte a l'intention d'examiner avec soin les idées qui figurent dans l'Etude, les conclusions auxquelles elle aboutit et les éléments figurant en son annexe. Nous invitons les autres Etats à faire de même. Nous prions instamment la Commission d'aborder sans parti pris les propositions qu'elle contient et d'envisager les moyens de les mettre en oeuvre, plutôt que de dévaluer l'étude en

M. Moussa (Egypte)

s'en servant avec désinvolture comme source de citations sélectives afin d'étayer des positions nationales déjà acquises. Nous insistons pour que la Commission ne perde jamais de vue que tout progrès dans ce domaine passe nécessairement par des solutions satisfaisantes pour tous. Par-dessus tout, nous engageons la Commission à examiner les moyens permettant de progresser et les mesures possibles permettant d'assurer le suivi.

Voilà les raisons pour lesquelles l'Egypte a présenté cette année à la Première Commission le projet de résolution A/C.1/45/L.1, en date du 29 octobre, intitulé "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient". Ce projet de résolution a pour but de préserver tous les éléments des résolutions des années précédentes, que nous avons adoptées sans vote. Le texte a été mis à jour pour autant que de besoin et les Etats y sont invités à exprimer leur avis sur l'étude du Secrétaire général et à indiquer les mesures qu'ils envisagent pour le suivi. Nous espérons que ce projet recevra le même appui qu'ont reçu précédemment des projets de résolutions similaires et qu'il sera adopté sans vote.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.2/Rev.1.

M. AZIKIWE (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.2/Rev.1 au nom des délégations du Costa Rica et du Nigéria. Ce projet de résolution concerne la Déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale devrait adopter les éléments de la Déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement annexée au projet de résolution comme l'a recommandé la Commission du désarmement à sa session de fond de 1990.

Les éléments de la Déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement approuvés par la Commission, s'adressent à la communauté internationale et reflètent essentiellement les espoirs et les aspirations des peuples à une paix et à une sécurité durables. Ce projet souligne qu'il est essentiel que la communauté internationale fasse davantage prendre conscience de la communauté d'intérêts de la société mondiale et du fait qu'il est de l'intérêt de tous de réaliser le désarmement et de renforcer la paix et la sécurité internationales.

Il reconnaît également que la communauté internationale est unanime à décider de réaliser des progrès au cours des années 90 en poursuivant résolument le processus de désarmement en même temps qu'elle mène les autres efforts nécessaires pour parvenir à une paix et une sécurité véritables.

Plus important encore, il demande instamment à l'Organisation des Nations Unies de continuer à encourager la coopération multilatérale pour le désarmement dans le cadre de laquelle les efforts bilatéraux et régionaux peuvent se compléter et s'épauler mutuellement en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de l'Organisation. Aux termes de ce projet de résolution, il serait demandé au Secrétaire général de présenter un rapport à l'Assemblée générale selon que de besoin, sur les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement.

Ce projet de résolution n'est pas litigieux et les éléments de la Déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement, que ce projet vise à appuyer, ont été approuvés par consensus par la Commission du désarmement. Cependant, à la suite de consultations avec les délégations intéressées, certains

M. Azikiwe (Nigéria)

amendements ont été acceptés et sont maintenant compris dans le projet de résolution A/C.1/45/L.2/Rev.1. Je recommanderai donc à la Commission d'adopter le projet de résolution A/C.1/45/L.2/Rev.1 sans vote.

Je souhaite également faire une remarque sur le projet de résolution A/C.1/45/L.15, relatif au Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement, qui est parrainé par 23 pays, dont le Nigéria. Ce projet de résolution comprend les mêmes éléments que la résolution correspondante de l'année dernière, sauf qu'il fait état des nouveaux éléments intervenus depuis à cet égard. Je souhaite saisir cette occasion pour exprimer les remerciements du Nigéria au Secrétaire général et au Département des affaires de désarmement pour l'efficacité avec laquelle ils ont mis le programme en oeuvre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent faire des déclarations autres que des explications de leur point de vue sur les projets de résolution du groupe 1.

M. LEDOGAR (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : La délégation des Etats-Unis tient à dire qu'elle ne participera pas à la décision que pourrait prendre la Première Commission à propos du projet de résolution A/C.1/45/L.4, du groupe 1, qui traite de la relation entre le désarmement et le développement. Comme chacun le sait, les Etats-Unis estiment que le désarmement et le développement sont deux questions distinctes qui ne peuvent être examinées ensemble comme si elles étaient fondamentalement liées. Par conséquent, les Etats-Unis n'ont pas participé à la Conférence internationale sur cette question.

La délégation des Etats-Unis demande que le procès-verbal de la séance d'aujourd'hui reflète le fait que les Etats-Unis n'ont pas participé à l'examen du projet de résolution A/C.1/45/L.4 sur le désarmement et le développement ni à aucune décision y afférente.

En outre, notre délégation saisit cette occasion pour déclarer encore une fois que le Gouvernement des Etats-Unis ne s'est jamais considéré et ne se considère pas lié par les déclarations du Document final de la Conférence internationale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme aucune délégation ne souhaite expliquer sa position avant que les membres de la Commission ne se prononcent sur les projets de textes du groupe 1, nous allons maintenant prendre une décision sur chacun d'entre eux.

Le Président

Le premier projet de résolution, A/C.1/45/L.2/Rev.1, est intitulé "Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire : proclamation de la décennie commençant en 1990 comme troisième Décennie du désarmement". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Nigéria à la 33e séance de la Première Commission, le 9 novembre 1990.

Avant que les membres ne se prononcent, je donne la parole au Secrétaire de la Commission qui va donner lecture de la liste des auteurs du projet.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.2/Rev.1 sont les pays suivants : Costa Rica et Nigéria.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les auteurs de ce projet de résolution ont demandé que la Commission l'adopte sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite qu'il en soit ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.2/Rev.1 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de décision A/C.1/45/L.3, intitulé "Désarmement général et complet : transferts internationaux d'armes". Ce projet de décision a été présenté par le représentant de la Colombie à la 25e séance de la Première Commission, le 5 novembre 1990.

Avant que nous nous prononcions sur ce projet de décision, je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : L'auteur de ce projet de décision est la Colombie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'auteur de ce projet de décision a exprimé le souhait de le voir adopter sans vote par la Commission. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir ainsi.

Le projet de décision A/C.1/45/L.3 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.4, intitulé "Désarmement général et complet : relation entre le désarmement et le développement".

Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Yougoslavie, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, à la 31e séance de la Première Commission, le 8 novembre 1990.

Avant de prendre une décision, je vais donner la parole au Secrétaire de la Commission qui va nous donner lecture de la liste des auteurs.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, comme vous l'avez dit, ce projet de résolution a été présenté par la Yougoslavie au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait de le voir adopter sans vote par la Commission. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.4 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de décision contenu dans le document A/C.1/45/L.34, intitulé "Désarmement général et complet : information concernant les accords de maîtrise des armements et de désarmement". Ce projet de décision a été présenté par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la 26e séance de la Première Commission, le 5 novembre 1990.

Avant que nous prenions une décision, je vais donner la parole au Secrétaire de la Commission qui va nous donner lecture de la liste des auteurs de ce projet.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) :
La liste des auteurs du projet de décision contenu dans le document A/C.1/45/L.34 se lit comme suit : Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chine, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Allemagne, Grèce, Hongrie, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Philippines, Samoa, Espagne, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay et Venezuela.

En ce qui concerne ce projet de décision (A/C.1/45/L.34), intitulé "Désarmement général et complet : information concernant les accords de maîtrise des armements et de désarmement", je voudrais faire la déclaration suivante au nom du Secrétaire général.

Aux termes de ce projet de décision, l'Assemblée générale décide d'inviter le Secrétaire général, utilisant les ressources existantes et les contributions volontaires, à compiler, à partir des renseignements fournis volontairement par les Etats Membres concernés, et à communiquer, sur demande, l'information appropriée concernant les accords multilatéraux et bilatéraux de maîtrise des armements et de désarmement, de façon à composer une source aisément accessible de textes et de mesures constituant ces accords.

Pour mener cette tâche à bien, le Département des affaires de désarmement rassemblerait toutes informations qui pourraient être fournies par les Etats Membres concernés et répondrait aux demandes reçues au mieux de sa capacité en fonction des ressources existantes, complétées par des contributions volontaires.

Il est difficile d'évaluer la charge de travail supplémentaire que cette tâche entraînerait, mais on prévoit qu'il n'y aurait pas d'incidences financières supplémentaires pour le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de décision A/C.1/45/L.34, intitulé "Désarmement général et complet : information concernant les accords de maîtrise des armements et de désarmement". Les auteurs de ce projet de décision ont exprimé le souhait de le voir adopter sans vote par la Commission. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir ainsi.

Le projet de décision A/C.1/45/L.34 est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.36, intitulé "Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire : application des directives pour des types appropriés de mesures de confiance".

Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Allemagne à la 25e séance de la Première Commission, le 5 novembre 1990.

Avant que nous prenions une décision, je vais donner la parole au Secrétaire de la Commission qui va nous donner lecture de la liste des auteurs de ce projet.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : La liste des auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.36 est la suivante : Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Luxembourg, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Samoa, Sénégal, Espagne, Togo, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait de le voir adopter sans vote par la Commission. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.36 est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leurs positions après les décisions qui viennent d'être prises sur tous les projets résolution énumérés dans le groupe 1.

M. DONOWAKI (Japon) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation souhaite expliquer la position du Japon sur la résolution L.36 qui vient d'être adoptée et également sur le projet de résolution L.37, du groupe 3, qui traite aussi des mesures de confiance en Europe, qui fera ultérieurement l'objet d'un vote.

Le Japon exprime sa sincère satisfaction et son admiration profonde face aux progrès réalisés dans le domaine de l'instauration de mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et de la réduction des armes classiques en Europe, ce qui reflète le niveau de sagesse auquel on est parvenu lorsqu'il s'agit de surmonter l'affrontement et de renforcer la sécurité régionale.

Ces progrès font partie d'un processus beaucoup plus large dans le cadre d'un dialogue général qui n'est devenu possible que grâce au développement de la confiance mutuelle entre les nations européennes, qui, à son tour, a dû être encouragée au cours des ans grâce à des contacts renouvelés entre des dirigeants de haut niveau et à de nombreuses négociations énergiques à différents niveaux de travail.

Lorsque nous examinons l'applicabilité éventuelle de mesures de confiance dans une région quelle qu'elle soit, nous devons d'abord réfléchir sérieusement, non pas de façon abstraite mais en termes concrets, à l'action concrète qu'il convient d'entreprendre afin de réduire et d'éliminer la méfiance entre les nations concernées.

A cet égard, le Japon tient à souligner l'importance de l'opinion exprimée au paragraphe 1 du dispositif de la résolution L.36, où, en recommandant à tous les Etats d'appliquer les directives, on souligne qu'il convient de tenir pleinement compte des particularités politiques, militaires et autres de la région considérée.

En Asie de l'Est un certain nombre de sources de tension et de questions conflictuelles subsistent, telles que des questions territoriales et des conflits régionaux en cours. Nous devons par conséquent déployer des efforts énergiques pour renforcer la confiance mutuelle entre les nations concernées en réglant ces questions et ces conflits séparément. C'est grâce à de tels efforts que nous

M. Donowaki (Japon)

pourrons renforcer la confiance mutuelle entre les nations de la région, ce qui nous permettra de nous inspirer de l'expérience européenne dans le domaine des mesures de confiance et de sécurité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant prendre une décision sur les projets de résolution qui figurent dans le groupe 2. Je donne la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration qui ne soit pas une explication de vote.

Mlle RIVERA (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Etant donné que le Costa Rica prend pour la première fois la parole à la Première Commission, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous adresser mes sincères félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de la Commission. Nous sommes convaincus que grâce à vos qualités personnelles et à votre expérience nos travaux en faveur de la paix et du désarmement mondial seront couronnés de succès.

J'ai demandé la parole pour exprimer notre soutien à la Campagne mondiale pour le désarmement, qui fait l'objet du point 57 a) de l'ordre du jour et, notamment, du projet de résolution A/C.1/45/L.29, dont les pays suivants se sont portés coauteurs : Bangladesh, Bulgarie, Egypte, Philippines, Indonésie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Pérou, République socialiste soviétique de Biélorussie, Roumanie, Sri Lanka, Suède, Venezuela et Yougoslavie.

S'agissant de cette question, notre pays s'est porté coauteur de ce projet de résolution aujourd'hui même.

Le Costa Rica, à son tour, comme il est dit au paragraphe 2 du projet de résolution A/C.1/45/L.29,

"félicite le Secrétaire général des efforts qu'il déploie pour utiliser de manière efficace les ressources dont il dispose afin de diffuser aussi largement que possible des informations sur la limitation des armements et le désarmement à l'intention des représentants élus, des médias, des organisations non gouvernementales, des milieux de l'enseignement et des instituts de recherche, et de mettre en oeuvre un programme intensif de séminaires et de conférences."

Grâce à la Campagne mondiale pour le désarmement qui a été menée si efficacement dans le monde entier, j'ai le plaisir d'informer la Commission que notre pays a célébré, pour la première fois, la Semaine du désarmement, du 23 au 26 octobre 1989. Cette semaine a reçu l'appui de l'Ecole des relations

Mlle Rivera (Costa Rica)

internationales du Collège Andrés Bello de l'Université autonome d'Amérique centrale, du parrainage du pouvoir suprême de la République du Costa Rica et de l'appui du Collège d'enseignement des sciences politiques et des relations internationales de Costa Rica.

Le Costa Rica a accueilli favorablement ce type d'activités, dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement, car il estime que si les questions relatives au désarmement font l'objet d'une information et d'un enseignement, il sera possible de susciter une prise de conscience accrue de l'opinion publique, aussi bien nationale qu'internationale, favorable aux processus de pacification régionale.

C'est pour cette raison que notre pays s'associe aux efforts déployés dans le cadre de la Campagne et dont les objectifs sont les suivants :

"Informar, éduquer et susciter la compréhension du public concernant l'importance d'une action multilatérale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, notamment de la part de l'Organisation des Nations Unies et de la Conférence du désarmement, ainsi que la nécessité d'appuyer cette action de façon équilibrée, concrète et objective;

Faciliter la libre circulation des idées, et les échanges d'informations à leur sujet entre le secteur public et les groupes et organismes d'intérêt public et fournir une source indépendante d'informations équilibrée et concrète qui tienne compte d'un large éventail d'opinions, afin de promouvoir un débat éclairé sur la limitation des armements, le désarmement et la sécurité." (A/C.1/45/L.29, par. h)

En outre,

"organiser des réunions afin de faciliter les échanges de vues et de renseignements entre les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et entre les experts gouvernementaux et autres, afin de promouvoir les efforts visant à trouver un terrain commun." (Ibid.)

Notre pays prie tous les Etats membres de la Commission d'apporter leur soutien à ce projet de résolution et de décider d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale la question intitulée "Campagne mondiale pour le désarmement".

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur les projets de résolution du groupe 2, en commençant par le projet de résolution A/C.1/45/L.15, intitulé "Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement".

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui donnera lecture de la liste des auteurs.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution A/C.1/45/L.15 est parrainé par les pays suivants : Algérie, Allemagne, Argentine, Bangladesh, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Ethiopie, Finlande, Ghana, Grèce, Hongrie, Kenya, Indonésie, Libéria, Maroc, Myanmar, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam et Zaïre.

Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Nigéria.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Les coauteurs ont formulé le vœu que le projet de résolution soit adopté sans vote.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.15 est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.29, intitulé "Campagne mondiale pour le désarmement". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Mexique à la 29e séance de la Première Commission, le 7 novembre 1990.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui donnera lecture de la liste des auteurs.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution A/C.1/45/L.29 est parrainé par les pays suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bolivie, Bulgarie, Costa Rica, Egypte, Indonésie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Pérou, Philippines, République islamique d'Iran, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Sri Lanka, Suède, Venezuela et Yougoslavie.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Les auteurs ont formulé le vœu que le projet de résolution soit adopté sans vote.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.29 est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.54, intitulé "Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Brésil à la 31e séance de la Première Commission, le 8 novembre 1990.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui donnera lecture de la liste des auteurs.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.54 sont les suivants : Brésil, au nom des Etats Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, Chine, Indonésie, Mongolie, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République islamique d'Iran, République démocratique populaire lao, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, au nom de l'ONU qui sont membres du Groupe des Etats d'Afrique, Viet Nam et Yémen.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Les auteurs ont formulé le voeu que le projet de résolution soit adopté sans vote.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.54 est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donnerai maintenant la parole aux délégations qui souhaiteraient expliquer leur position sur l'un quelconque ou tous les projets de résolution du groupe 2.

M. AMIGUES (France) : Je voudrais parler à propos des deux résolutions que nous venons d'adopter, A/C.1/45/L.29 et L.54.

La délégation française s'est jointe au consensus sur le projet de résolution A/C.1/45/L.29, relatif à la Campagne mondiale pour le désarmement. Elle a pu le faire en raison de ce qui nous paraît une amélioration très sensible du texte qui a été présenté cette année à notre Commission.

Ma délégation souhaite rappeler que la France apporte une contribution significative aux activités de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (UNIDIR), en particulier par un soutien financier important. Elle participe ainsi aux efforts de la communauté internationale dans le domaine de la

recherche scientifique en matière de désarmement, qui est un des aspects fondamentaux de la Campagne mondiale pour le désarmement. Ma délégation entend également exprimer sa satisfaction à la suite de l'annonce faite par certaines délégations de réserver une part importante de leurs contributions destinées à la Campagne mondiale pour le désarmement en faveur du budget de l'UNIDIR.

M. Amigues (France)

La délégation française s'est aussi associée au soutien très large dont a bénéficié le projet de résolution A/C.1/45/L.54, relatif aux centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement. A cette occasion, ma délégation rappelle que la France avait décidé de verser en 1990 une contribution volontaire d'un montant de 50 000 francs pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Elle tient à préciser aujourd'hui que cette contribution de 50 000 francs sera reconduite pour l'année 1991. Cette contribution doit permettre au centre de Lomé, en coopération avec l'UNIDIR, de mettre au point un projet visant à développer les bases de données des centres de recherche sur la sécurité et le désarmement en Afrique ainsi qu'à améliorer leurs connections.

M. DONOWAKI (Japon) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution A/C.1/45/L.15, "Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement". Le Japon considère que le programme de bourses d'études des Nations Unies est très important pour faire connaître le dossier du désarmement aux futurs dirigeants, notamment ceux des pays en développement.

A la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1982, le Japon a proposé que les participants au programme soient invités à un voyage d'étude au Japon, qui inclurait également une visite d'Hiroshima et de Nagasaki. Dans le droit-fil de cette proposition, nous avons reçu un certain nombre de participants chaque année depuis 1983. J'aimerais informer la Commission que cette année, comme l'année dernière, le Japon a été heureux d'accueillir au Japon les participants au programme. Le Japon est prêt à continuer à participer à ce programme dans l'avenir.

M. KENYON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Nous avons été heureux de pouvoir nous associer au consensus sur le projet de résolution A/C.1/45/L.29, "Campagne mondiale pour le désarmement". Nous sommes d'accord avec l'orientation du rapport récent du Secrétaire général concernant cette campagne et nous souscrivons à l'expression de satisfaction qui figure dans le dispositif du projet de résolution.

M. Kenyon (Royaume-Uni)

C'est dans cet esprit que notre appui au projet de résolution doit être interprété. Il ne s'agit pas d'un engagement à fournir une contribution volontaire à la Campagne, puisque nous l'appuyons déjà par le biais de notre contribution au budget ordinaire.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur les projets de résolution du groupe 3. Cependant, je dois signaler que, compte tenu des consultations en cours et à la demande des auteurs, la Commission différera sa décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.48, qui figure dans ce groupe.

Personne ne souhaite faire de déclaration de position ou d'explication de vote avant que les décisions ne soient prises. La Commission passera donc au vote en commençant par le projet de résolution A/C.1/45/L.6 "Désarmement classique". Le projet de résolution, parrainé par la Chine, a été présenté par le représentant de ce pays à la 31e séance de la Commission, le 8 novembre 1990.

L'auteur a exprimé le souhait de voir la Commission adopter le projet de résolution sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.6 est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.20 "Désarmement classique". Le projet de résolution, parrainé par le Danemark, a été présenté par le représentant de ce pays à la 24e séance de la Commission, le 2 novembre 1990. L'auteur du projet de résolution a exprimé le souhait qu'il soit adopté par la Commission sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.20 est adopté.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.37 "Mesures de confiance et de sécurité et désarmement classique en Europe". Le projet de résolution a été présenté par le représentant de la France à la 26e séance de la Commission, le 5 novembre 1990.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui donnera lecture de la liste des auteurs.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) :
Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.37 sont les pays suivants :
Autriche, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie,
Canada, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce,
Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Pays-Bas,
Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Turquie, République socialiste
soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et
Yougoslavie.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de
résolution A/C.1/45/L.37 ont exprimé le souhait qu'il soit adopté par la Commission
sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission
souhaite agir ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.37 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission doit maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.47 intitulé "Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Suède lors de la 29e séance de la Première Commission, le 7 novembre 1990.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : La liste des auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.47 est la suivante : Afghanistan, Australie, Autriche, Belgique, Cuba, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République soviétique socialiste de Biélorussie, République soviétique socialiste d'Ukraine, Suède, Union des Républiques soviétiques socialistes, Viet Nam et Yougoslavie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.47 ont exprimé le souhait que le projet de résolution soit adopté sans vote. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de la sorte.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.47 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission doit maintenant se prononcer sur le projet de décision A/C.1/45/L.48 intitulé "Désarmement général et complet : désarmement classique à l'échelon régional". Ce projet de décision a été présenté par le représentant du Pérou lors de la 31e séance de la Première Commission, le 8 novembre 1990.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : L'auteur du projet de décision A/C.1/45/L.48 est le Pérou.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'auteur du projet de décision A/C.1/45/L.48 a exprimé le souhait que le projet de décision soit adopté sans vote. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de la sorte.

Le projet de décision A/C.1/45/L.48 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur position après les décisions qui viennent d'être prises sur les projets de résolution figurant au groupe 3.

M. LEDOGAR (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Les Etats-Unis sont heureux de se rallier au consensus concernant le projet de décision A/C.1/45/L.48 sur le désarmement classique à l'échelon régional. Les Etats-Unis appuient fermement cette méthode. Cependant, leur ralliement à ce consensus ne signifie pas qu'ils approuvent la résolution 44/116 S du 15 décembre 1989, que rappelle la décision et à laquelle les Etats-Unis se sont opposés.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous nous sommes maintenant prononcés sur les trois groupes, comme il avait été prévu pour la séance de ce matin. Avant de lever la séance, j'aimerais faire savoir à la Commission que la prochaine séance de la Première Commission aura lieu lundi, à 10 h 30, dans la salle de conférence No 1.

En ce qui concerne l'organisation des travaux pour lundi, je tiens à informer la Commission que nous prendrons des décisions sur tous les projets de résolution au titre des points énumérés dans le groupe 4, à l'exception du document A/C.1/45/L.38; nous ferons de même pour ceux qui appartiennent au groupe 5, à l'exception des documents A/C.1/45/L.5, A/C.1/45/L.35 et A/C.1/45/L.43. De plus, nous aborderons lundi également le projet de résolution A/C.1/45/L.44.

La séance est levée à 12 h 45.